

L'AGEFI

QUOTIDIEN DE L'AGENCE ÉCONOMIQUE ET FINANCIÈRE À GENÈVE

Fonds souverain norvégien
Focale sur
la rémunération
des managers PAGE 20



SMI 7977.77	DOW JONES 17891.16
7990	17950
7980	17850
7970	17750
7960	17650
+0.21%	+0.66%

MARCHÉ DU LOGEMENT À GENÈVE

Airbnb dans le collimateur du PS

PAGE 9

LE GRAND HÔTEL ET BAINS D'YVERDON
Credit Suisse met 23 millions

PAGE 22

ZENITH TRANSFERT 30 POSTES DE TRAVAIL
Tag Heuer et Hublot en relais

PAGE 7

EVELINE DE POYART (CHRISTIE'S À GENÈVE)
L'art de ne pas maîtriser son offre

PAGE 7

BANQUES RETAIL SUPRARÉGIONALES
Valiant et son redéploiement

PAGE 4

LA VAGUE D'INVESTISSEMENTS EN IRAN
Pas de retour dans l'immédiat

PAGE 12

INDUSTRIE 4.0 À LA FOIRE DE HANOVRE (2/6)
Défi glaçant au travail productif

PAGE 8

EMPLOI ET COMMERCE DE DÉTAIL EN SUISSE
Indicateurs toujours amorphes

PAGE 8

Fin des dévaluations compétitives stériles



JEAN-MICHEL SIX. L'économiste en chef de Standard & Poor's de passage à Genève pour le forum de l'ISAG.

De 2008 à 2015, le bilan de la Réserve fédérale américaine est passé de 1000 milliards à près de 5000 milliards de dollars. Les Etats-Unis sont repartis plus rapidement que la zone euro et se préoccupent déjà du cycle suivant. Si la Fed resserre les taux dans un environnement non inflationniste verrouillé par les cours de matières premières, elle risque cependant d'alourdir encore davantage le dollar, ce qui n'est vraiment pas son objectif. En 2015, la Chine, le Japon, la Suisse, la Suède ont toutes ciblé un affaiblissement de leur devise. On a même parlé de guerre des monnaies. Depuis le G20 de Shanghai en février, on remarque toutefois une accalmie. Comme si les Etats avaient conclu un accord tacite pour ne plus tirer leurs monnaies vers le bas. L'euro s'apprécie, ce qui complique la vie de la BCE quand en plus le pétrole remonte. Le ralentissement chinois? Il était inéluctable et correspond à une phase parfaitement normale de développement, déjà observée au Japon, à Taiwan ou en Corée du Sud il y a... trente ans. A son plus haut, le rapport de l'investissement au PIB au Japon était de l'ordre de 33%. En Chine, il est à l'heure actuelle de 48%. Dont une partie dans des projets non rentables. Inutile de retarder les échéances par une inflation du crédit, ni de continuer à éviter l'élimination des corps malades en prévenant les faillites. PAGE 4

La promotion de l'entreprise et de l'innovation revient toujours

FINTECH. Grande journée intitulée Swiss Fintech & Digitization hier à Zurich. Volontarisme nécessaire mais pas suffisant.

Quelques heures avant de participer à Lucerne à un forum international sur l'euro en compagnie du président du directoire de la Banque nationale Thomas Jordan, c'est un président de la Confédération hyper actif qui a assisté hier à plusieurs séances d'échanges d'idées à Zurich dans le cadre d'une grande journée Swiss Fintech & Digitization. «Comment propulser la fière place financière, si performante au plan mondial, et la place bancaire de Zurich vers un avenir tout aussi fier? Nous sommes conscients d'être en retard. Londres, Tel-Aviv, Berlin et quelques autres nous précèdent.» Lucidité louable venant du chef

du Département fédéral de l'économie, de la formation et de la recherche. Il a d'abord dû prendre connaissance d'un véritable catalogue de mesures proposées par les représentants du secteur. Objectif: donner à la Suisse des conditions cadres plus favorables au développement non seulement des fintechs, mais plus largement des jeunes entreprises voulant dépasser le stade de développement du premier million de francs - cette fameuse vallée de la mort des start-up. Dans le sillage de la stratégie du Conseil fédéral pour une Suisse numérique présentée la semaine dernière, le président a promis de soumettre cet automne un



JOHANN SCHNEIDER-AMMANN. Président de la Confédération très présent et actif sur le terrain de l'économie.

concept visant à favoriser en Suisse aussi le développement du pôle fintech. Dont la croissance impressionne actuellement. «Nous avons reconnu devoir sou-

tenir ce secteur sans quoi nous risquons dans quatre ans d'avoir complètement manqué le train». S'agissant de financement des start-up et de l'innovation, le président s'en tient pour l'essentiel à la doctrine d'un tiers de fonds publics pour deux tiers de financements issus du secteur privé. Au-delà de ce jalon du premier million - qui ne pose pas trop de difficultés en Suisse - Johann N. Schneider-Ammann n'a pu qu'inviter les responsables d'établissements de financement et de capital-risque à mieux jouer leur rôle pour combler cette lacune et permettre entreprises d'atteindre des phases de développement plus avancées. PAGE 3

ÉDITORIAL FRANÇOIS SCHALLER

Le TTIP-TAFTA est cliniquement mort

Ce qui devait arriver arriva: les longues et difficiles discussions entre Européens et Américains pour un futur Partenariat transatlantique sur le commerce et l'investissement (TTIP), appelé aussi Traité transatlantique de libre-échange (TAFTA), ont fait l'objet hier de fuites importantes. L'organisation non gouvernementale Greenpeace aux Pays-Bas, première bénéficiaire du document confidentiel de deux cent cinquante pages, s'est apparemment inspirée du Consortium international des journalistes d'investigation à Washington (ICIJ) en associant à l'opération des médias déjà partenaires. Le Monde et Süddeutsche Zeitung en particulier. Le contenu de la fuite a sans surprise suscité l'émotion en Europe. Beaucoup moins aux Etats-Unis, où ce possible futur traité

n'est suivi que de très loin, sans conviction sur ses avantages ni sur ses chances d'aboutir. Les circonstances de l'incident n'ont en revanche guère été commentées. Qui a balancé, comment, pour quels motifs (à part la transparence dans l'anonymat), avec quelles complicités? Peut-on parler de whistleblowing? Le whistleblower éventuel devrait-il être protégé dans ce cas? Par qui? N'est-ce pas (ou plus) légitime que des négociations internationales restent confidentielles jusqu'à un certain stade? Ce genre de question difficile et sans réponse pleinement satisfaisante semble disparaître au fur et à mesure que les leaks à l'échelle planétaire se banalisent. Le directeur de la Chambre de commerce américano-suisse a quand même estimé pu-

bliquement qu'il s'agissait d'une tactique européenne de négociation. On ne voit pas très bien en quoi elle consisterait, mais il est vrai que ça fait du bien d'entendre de temps en temps parler d'un complot qui ne viendrait pas de la CIA. Dans l'ensemble, l'information ne semble pas non plus apporter quelque chose de vraiment nouveau par rapport au long texte explicatif du mandat de négociation que l'on trouve depuis des semaines sur le site de l'Union Européenne. Les thèmes hyper-sensibles en termes d'opinion publique ne manquent pas. Ils donnent clairement l'impression qu'un traité n'est politiquement pas possible sur les bases actuelles. En cas de finalisation malgré tout, un référendum bien passionnel suffirait en France au moment de la ratifica-

tion pour que le projet soit enterré. Autant dire qu'il l'est déjà. Les TTIPLeaks permettent de mieux s'en rendre compte. Pour autant qu'elle se confirme par la suite, c'est une mauvaise nouvelle pour la Suisse. Elle aurait peut-être pu saisir ce traité bilatéral avec l'Union Européenne pour revoir les siens. Pour s'y adosser éventuellement, en lieu et place des rares accords sectoriels ne relevant pas du simple voisinage. Quant à la possibilité, pour rester tout à fait optimiste, que les Suisses cherchent de leur côté un accord commercial avec les Etats-Unis, la question devrait assez vite se poser. Avec des objectifs peut-être plus modestes, acceptables par les deux parties. Et qui pourraient servir plus tard de référence dépassionnée entre Européens et Américains. ■

Les vingt ans de l'après big bang

ADECCO. La fusion d'Adia à Lausanne et d'Ecco en France en mai 1996 a donné un leader mondial toujours remuant.

PHILIPPE REY

Mai 1996. L'annonce de la fusion du groupe Adia, basé à Lausanne et pionnier dans les solutions de ressources humaines, avec l'opérateur français Ecco est qualifiée de big bang à l'échelle du monde dans ce qui s'appelait à l'époque le travail temporaire. Vingt ans plus tard, Adecco a consolidé son leadership tout en élargissant ses spécialités dans le professionnel staffing et l'outplacement. Au moyen de différentes acquisitions. Le groupe a aujourd'hui une valeur assez raisonnable de plus de 10,5 milliards de francs. Adecco a en quelque sorte fait

l'histoire de cet important secteur des services. C'est aussi l'histoire remarquable de différents entrepreneurs, dont les créateurs d'Adia et Ecco: Henri F. Lavanchy et Philippe Foriel-Destezet. Adia s'est ouvert au public lors d'une augmentation de capital en 1979, après dix ans de croissance soutenue. Le début des années 1980 fut conjoncturellement plus difficile. L'autre entrepreneur clé d'Adecco fut Klaus J. Jacobs, qui a sauvé du naufrage Adia au début des années 1990 après une diversification et une intégration malheureuse dans Inspectorate (Werner K. Rey). C'est Klaus Jacobs et son équipe qui ont re-

dressé Adia avant de fusionner avec Ecco pour donner naissance au numéro un mondial du travail temporaire. L'évolution d'Adecco n'a pas non plus été dépourvue de hauts et de bas ces vingt dernières années. On pense en particulier à quelques acquisitions onéreuses. A plusieurs

directeurs généraux peu convaincant suivis d'une sérieuse reprise en main par le même Jacobs en 2005. Adecco cherche aujourd'hui un meilleur équilibre entre croissance et rentabilité (après avoir mis l'accent sur la seconde) en générant un cash-flow libre considérable. PAGE 6

